



# PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Secrétariat Général*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ**

**Bureau des collectivités territoriales et  
de l'environnement**

## **Arrêté préfectoral n° BCTE/2021 - 16 du 26 février 2021 portant mesures d'urgence de déclarer des travaux à l'administration et de solidifier des talus, pris à l'encontre de la Scierie MOULIN à DUNIERES**

**Le préfet de la Haute-Loire,**

**VU** l'article L122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'article 24 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L. 171-8, R. 543-17, R. 543-18, R. 543-20, R. 543-21, R. 543-33 et R. 543-34 et R181-46 (porter à connaissance au préalable de travaux dans une installation classée) ;

**VU** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation de la scierie Moulin n° DIPPAL/B3/2017-003 du 3 janvier 2017 et notamment son article 1.5.1 (porter à connaissance) ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 25 février 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** la transmission du 25 février 2021 par courrier électronique informant la Scierie MOULIN du projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence et le courrier lui demandant de faire part de ses observations au préfet sous un délai maximal de 24 heures ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 25 février 2021 ;

**CONSIDERANT** que lors de la réunion du 31 juillet 2020 entre les services de l'Etat (DDT, DREAL), la Scierie Moulin et la communauté de commune concernée, il a été porté à l'attention de l'exploitant qu'il convenait de fournir 4 études (risque ligne d'eau – PPRI inondation, hydraulique, géotechnique sur la stabilité du bassin partiellement sur une zone de remblai, naturaliste afin de caractériser la zone humide) afin d'étudier préalablement la faisabilité du projet de l'exploitant ;

**CONSIDERANT** que le Groupe Moulin Invest a réalisé des travaux sur les parcelles n° 0812 et n° 0810 dans l'enceinte d'une installation classée de la commune de Dunières dont il est propriétaire sans en informer les services de la préfecture notamment vis-a-vis des obligations de porter à connaissance prévues à l'article R181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les travaux ont continué malgré les demandes de l'inspection des installations classées (courriels du 12 et 15 février 2021) ;

**CONSIDERANT** que les travaux ont pour optique de modifier les conditions d'exploitation telles que prévues dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter de la Scierie Moulin par la création d'un nouveau bassin incendie et de collecte des eaux d'extinction ;

**CONSIDERANT** que du fait de l'excavation des terres, un talus a été fragilisé ;

**CONSIDERANT** l'absence de connaissance précise sur la nature des travaux réalisés et sur les référentiels techniques utilisés (dimensionnement du bassin d'orage et de collecte des eaux d'extinction) ;

**CONSIDERANT** que ces constats constituent des manquements par rapport aux prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral n° DIPPAL/B3/2017-003 du 3 janvier 2017 ;

**CONSIDERANT** que ces constats sont de nature à rendre nécessaire la mise en œuvre des mesures d'urgence prévues à l'article L. 171-8, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans la mesure où l'exploitant souhaite continuer son activité en l'état ;

**CONSIDERANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement dans la mesure où l'absence de garantie sur la stabilité des ouvrages peut favoriser un risque d'éboulement dans la Dunières;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la scierie Moulin de respecter les prescriptions / dispositions de son arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'assurer la mise en sécurité du site et notamment le renforcement d'un talus.

Le pétitionnaire entendu,

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

**La Scierie MOULIN implantée en ZA de Ville à DUNIERES** est mise en demeure de réaliser sous un mois les actions suivantes :

- transmettre un porter à connaissance au sens de l'article R 181-46 du code de l'environnement concernant le descriptif détaillé des travaux réalisés en bordure de la Dunières sur les parcelles n° 0812 et 0810 (nature des déblais et remblais, ouvrages déviés et/ou créés, nouveau point de prélèvement pour les analyses d'eaux souterraines, dimensionnement et éléments techniques ayant servi à la création du bassin d'orage/incendie). Des éléments d'information sont attendus plus particulièrement sur :
  - les longueurs et le dimensionnement du busage depuis l'exutoire du bassin et du busage du cours d'eau qui a été rallongé (et potentiellement des autres réseaux qui ont été déplacés ou rallongés) ;
  - le volume des déblais et remblais ;
  - les usages prévus par le bassin (eaux incendies et/ou gestion des eaux pluviales) ;

- transmettre un plan de récolement des travaux réalisés par un géomètre expert n'ayant jamais opéré pour la scierie Moulin et indépendant vis-a-vis des travaux réalisés.  
Ce plan devra en outre préciser :
  - les distances de la zone projet par rapport aux zones du PPRI de la Dunières et du PLU de la commune de Dunières (Zones N, UI,...);
  - les distances par rapport aux limites de propriété du site, notamment la distance bassin-mur mitoyen avec le voisin ;
- transmettre une étude géotechnique du talus en contrebas des installations tel que repéré dans la zone rouge et du bassin nouvellement créé dans la zone bleue ci-après. Cette étude devra mentionner les préconisations du bureau d'étude pour le renforcer. Un planning des travaux de renforcement devra également être transmis.



## **ARTICLE 2 : SUSPENSION DES TRAVAUX**

Les travaux en bordure de la Dunières sont suspendus dans l'attente des éléments prescrits à l'article 1. Le renforcement du talus et du bassin nouvellement créé devra être engagé conformément aux prescriptions de l'étude géotechnique pour palier au risque d'effondrement.

## **ARTICLE 3 : SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 541-3 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 4 : RECOURS**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative.

La juridiction peut être saisie d'une requête par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 5 : PUBLICITE**

Conformément à l'article R 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 5 : NOTIFICATION – EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, la sous-préfète d'YSSINGEAUX, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de DUNIERES sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Scierie MOULIN.

Le Puy en Velay, le 26 février 2021

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Rémy DARROUX